

En parallèle aux réformes touchant l'admissibilité et la durée des prestations, le gouvernement affirme vouloir mettre un peu plus d'emphase sur la formation de la main-d'oeuvre. Nous ne pouvons que nous réjouir de cette prise de position, notre syndicat fut une des nombreuses voix à s'élever pour réclamer une intervention plus intense du gouvernement en cette matière. Nous partageons le point de vue du gouvernement lorsqu'il affirme qu'en améliorant les compétences de la main-d'oeuvre canadienne, nous améliorons la compétitivité de l'industrie canadienne. Cependant il nous est forcé de constater que le discours gouvernemental sur la formation de la main-d'oeuvre ne se reflète pas nécessairement dans ses actes.

En fait, les fonds que le gouvernement destine à la formation diminuent constamment depuis 1985. De plus, le gouvernement tend avec la nouvelle loi à remettre aux employeurs la responsabilité d'établir les besoins en matière de formation de la main-d'oeuvre. Nous croyons que l'expérience à démontrer que les programmes de formation établis par les employeurs n'ont pas réussi à équiper les employés avec les outils demandés sur le marché du travail. Nous croyons que le gouvernement devrait laisser aux employés le choix de leur formation. Ne sont-ils pas les mieux placés pour décider de leur avenir?